Quarantième Année — N° 148 | UN NUMÉRO : 15 CENTIMES | MARDI 28 MAI 1895.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . TROIS MOIS. . . 13 fr. 50. . . SIX MOIS . . 26 fr. . UN AN. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . TROIS MOIS. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. — Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. — à PARIS, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 28, — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 27 MAI 1895

LES HABITATIONS OUVRIÈRES

Conférence à l'Union de la Paix sociale à Lille

Dimanche, à quatre heures et demie de l'après-midi, a eu lieu, dans la salle de la Société de Géographie, rue de l'Hôpital Militaire à Lille, la réunion de clôture des conférences organisées par l'Union de la Paix sociale, sous la présidence de M. Georges Picot, membre de l'Institut, devant une assistance choisie qu'on eût désiré plus nombreuse.

Au bureau, à côté de l'éminent économiste, avaient pris place MM. Delaire, secrétaire général de l'Union, Houdon, Guérin, Delemer, Dubreucq.

La musique du « Vieux Lille », massée au fond de l'amphithéâtre, joue d'abord un morceau d'ouverture fort entraînant.

Rapport de M. Guérin

La parole est ensuite donnée à M. Guérin, chargé de faire un rapport sur la création d'un office central lillois.

On a reproché, dit-il, à l'Union de la Paix sociale de ne point apporter de conclusions pratiques : il est très beau de faire des discours, mais encore faut-il aussi des actes. Nous venons vous parler de la fondation d'un office central, c'est-à-dire de la centralisation des œuvres et sociales et charitables; et il en existe à Paris, à Bordeaux; en Angleterre surtout cette institution est caractérisée : à Liverpool seulement 116 sociétés sont réunies en une administration unique et centrale.

M. Guérin signale, en passant, des œuvres peu connues de nous : il y a, par exemple, à Genève, des cuisines populaires dont l'exploitation rapporte à ses actionnaires trois pour cent de leur argent; on y prend des repas d'un prix moyen de quarante centimes, on y trouve aussi des lavoirs publics où des gens de Paris envoient, paraît-il, leur linge pour être blanchi, ce qui tendrait à démontrer que ce sont des combinaisons exceptionnellement avantageuses et en même temps profitables à la classe ouvrière.

L'utilité de cet office central consiste aussi à édifier les participants des institutions sur la situation des familles dignes d'intérêt, et à éliminer ainsi les mendiants professionnels, la plaie des vrais miséreux.

Il va sans dire que cette œuvre de centralisation doit se tenir à l'abri de toute visée électorale ou politique : n'oublions, comme disait Leroy-Beaulieu, on ne peut mieux faire que de se pénétrer de l'esprit chrétien, en pratiquant à l'égard de tous une grande tolérance : car l'esprit de parti n'aboutit qu'à la stérilité.

En présence du péril social qui menace le pays et le conduirait à sa ruine s'il n'était conjuré, chacun doit faire son devoir, et c'est ici qu'il s'agit de ne point se contenter du travail accompli dans l'isolement.

Ce rapport très intéressant est accueilli par de vifs applaudissements

Il est ensuite procédé à la proclamation des résultats du concours ouvert entre les auditeurs habituels des séances de la Paix sociale, qui ont au début, et comme l'année dernière du reste, été invités à rédiger les comptes-rendus les plus exactement fidèles des diverses conférences.

Les deux prix consistent en primes de 300 et 200 francs accompagnées des œuvres de F. le Play.

Le premier prix est décerné à M. Henry Charrier, ingénieur des arts et manufactures de la maison Kuhlmann.

Le second prix est obtenu par M. Henry Dard, étudiant de la Faculté catholique de droit de Lille.

Deux mentions sont aussi accordées, l'une à M. Edmond Legrain, clerc de notaire à Lille, l'autre à M. Louis Baisez, ancien élève des Frères de la rue de la Monnaie, à Lille.

Discours de M. Delemer

Figure ensuite à l'ordre du jour un discours de M. Delemer, avocat, sur le « résultat de l'enquête de 1895 des habitations ouvrières à Lille. »

Après un hommage rendu à la personnalité si méritante de M. Picot, M. Delemer tient d'abord à démontrer l'importance du foyer pour l'ouvrier; il faut que ce foyer soit sain, salubre et lumineux sous peine de déchéance : ainsi que le disait un académicien, le problème du logement est le nœud de la question sociale.

S'inspirant ensuite de ce qui a été écrit par de remarquables économistes, dont il cite des passages, M. Delemer fait un tableau saisissant de ce que sont certains foyers dans la classe ouvrière, à tel point qu'il n'y a pas lieu de s'étonner si des gens malheureux, des déshérités désertent ces affreux intérieurs pour descendre dans la rue, et s'ils deviennent les pires ennemis de la société.

Après ces considérations générales, la sympathique conférencier aborde le sujet proprement dit de son discours, qui est destiné à rendre compte de ce qui a été vu à Lille des habitations ouvrières.

La pensée de ce travail a été de répondre au caractère même de l'école de Le Play, c'est-à-dire de raconter ce qui a été constaté, pour en tirer les déductions pratiques : c'est un recueil d'observations.

Ce qu'il y a de particulier, c'est que dans cette voie, on a été précédé par les sociétés de Saint-Vincent-de-Paul il y a cinquante-deux ans; une enquête a été faite à cette époque par une commission d'hommes dévoués et distingués sur la condition matérielle et morale des pauvres visités par ces associations charitables. Alors on avait vu deux cents familles.

Suivant l'expression de l'orateur, on a, cette année, *interviewé* mille douze familles dans divers cantons de Lille et de la Madeleine.

Ici sont adressées des félicitations aux étudiants des facultés de l'Etat et de l'Université libre, qui se sont faits les zélés collaborateurs de cette délicate enquête.

Il a été dressé 40 tableaux contenant, dans des colonnes successives, des réponses précises sur la composition des familles, l'état du logement, le prix du loyer et toutes les conséquences de ces constatations au point de vue matériel et moral.

Ce qui frappe tout d'abord dans les premières observations, c'est le nombre de familles sans chefs. Ainsi sur 781 observations, la statistique a répondu, en ce qui concerne le chef de la famille, deux cent vingt-trois fois : mort ou disparu.

Autre remarque singulière : les femmes résistent mieux, sur 776 observations il ne manque que 31 femmes.

Sans doute, on peut attribuer en partie cette différence aux excès, au surmenage, aux accidents professionnels qui atteignent surtout l'homme; mais ce déchet masculin provient surtout, aux dires du conférencier, de l'insuffisance et de l'insalubrité du logement.

Quant au nombre de filles et garçons qui a été relevé, le Nord, ou du moins la ville de Lille, ne fait point mauvaise figure dans la statistique, qui accuse une moyenne de plus de six membres par famille, soit un peu plus de quatre enfants par foyer.

— Vous pouvez aller dire cela à Paris, Monsieur le Président, s'écrie M. Delemer en se tournant vers M. Picot. (Rires et bravos.)

L'orateur continue en posant ce principe qu'une habitation, pour remplir les conditions d'hygiène normales, doit comporter au moins trois pièces.

Or, à Lille, ont trouve sur 1,012 familles, 447 logements qui n'ont qu'une pièce, 414 qui en ont deux et 120 qui en ont trois.

Il signale aussi la moyenne des habitants par pièce, des occupants par lit, le cube d'air indispensable et ce qui a été constaté sur ce dernier point; il en conclut que les logements sont en moyenne insuffisants et mal conditionnés.

On peut, on doit empêcher cela.— Croirait-on aussi qu'il y a en France 219,000 logements qui n'ont pas de fenêtre ? Dieu merci, la situation à cet égard s'est améliorée.

M. Delemer termine son exposé en regrettant qu'il ait été laissé quelques lacunes sur divers autres points de l'enquête relative aux habitations ouvrières, notamment sur la moyenne des loyers et sur les rapports ou proportions entre le prix des loyers et le montant des salaires.

Néanmoins, on peut se déclarer satisfait d'avoir recueilli assez d'observations qui se compléteront d'ailleurs plus tard pour se convaincre qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer le logement de l'ouvrier.

Il y aurait lieu de prendre exemple sur nos voisins d'outre-Manche; — c'est ainsi qu'une dame anglaise a commencé son œuvre de création d'habitations ouvrières avec 19,000 fr. et que les maisons aujourd'hui construites s'élèvent à un chiffre de trois millions; le propriétaire a fait à la fois et une bonne action et une bonne affaire. — Guidons-nous sur ces œuvres d'initiative qui impliquent le véritable accomplissement des devoirs de celui qui possède envers son frère qui est pauvre : nous aurons ainsi travaillé pour Dieu et pour la France.

La fin du discours de M. Delemer est saluée par des applaudissements très nourris.

Allocution de M. Picot

M. Picot se lève ensuite au milieu de l'attention générale. Il remercie M. Delemer d'avoir si bien mis en pratique, par un exposé très complet, les principes de la méthode de la vraie économie sociale.

Il importe à cette heure, ajoute le savant orateur, d'appeler l'attention sur le péril qui menace la société avec les théories subversives trop facilement répandues.

D'un côté, c'est le malheureux qui peine, qui souffre et de l'autre l'Etat avec son omnipotence qui ne suffit pas néanmoins à sa tâche. Il faut lutter contre ce tête à tête dangereux. De quelle manière ? — Par l'action.

Le découragement est le mal du temps : le point de départ, pour dissiper cette plaie, est d'employer la méthode d'observation qui est la méthode des honnêtes gens, des gens de bonne foi.

Dès que l'on a constaté, on agit, et pour aboutir, il faut fondre toutes les œuvres sociales et charitables. On a tantôt indiqué un moyen : l'office central.

M. Picot s'arrête particulièrement à une œuvre qui a été fondée à Paris et à Lyon : c'est la société des habitations économiques, qui rapporte du reste du profit à ses actionnaires. Il y a douze maisons pour 500 ménages : l'intérêt rapporté est de 3,50 pour cent.

Douze maisons, c'est peu, objectera-t-on; mais il est bon de noter que le fait même de la création de ces habitations économiques amène, par l'émulation, autour de ces habitations nouvelles, de meilleures conditions hygiéniques pour les maisons voisines : les propriétaires ont à cœur d'avoir, eux aussi, de pareils avantages.

On a calculé, d'autre part, que, à Lyon, où on a dépensé quatre millions, vingt millions suffiraient pour achever l'œuvre des habitations ouvrières — ces chiffres sont éloquents.

Les grandes villes peuvent donc faire œuvre utile.

Il y a deux voies, conclut M. Picot, ou bien s'acquitter de son devoir social qui oblige à étudier toutes les questions et à chercher à améliorer le sort de l'ouvrier, — ou bien se laisser aller au découragement, accepter une sorte de fatalisme social.

Si l'on suit ce dernier chemin, on est condamné à voir se produire les crises les plus graves. Ne pas agir, c'est déserter.

Cette désertion amènerait avec toutes ses conséquences le socialisme révolutionnaire. Vous ne le voudrez pas.

La trop courte allocution de M. Picot produit une vive impression sur le public qui ne ménage pas ses acclamations au vaillant et savant économiste.

La séance était levée à sept heures.

LE DROIT DE GRÈVE

Paris, 26 mai. — Le Sénat sera saisi, d'ici à une dizaine de jours, du rapport de M. Demôle sur la proposition et le projet de loi relatifs à l'interdiction de toute coalition formée dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les Compagnies de chemins de fer et certaines des exploitations de l'Etat.

On sait que la commission chargée d'étudier cette question a eu à examiner deux textes :

Un émanant de MM. Merlin, Demôle, Cazot, Cordelet, etc. Il interdisait d'une manière absolue les coalitions des ouvriers des Compagnies des chemins de fer et de toutes les exploitations de l'Etat.

Le gouvernement, jugeant nécessaire cette interdiction, déposa le 4 mars dernier un projet de loi visant la même question, mais ne comprenant pas dans l'interdiction les ouvriers des manufactures d'allumettes et ceux des manufactures de tabac.

La commission sénatoriale n'a accepté ni le texte de la proposition de M. Merlin ni celui du projet du gouvernement. Les dispositions auxquelles elle s'est arrêtée font tomber sous le coup de la loi les ouvriers des arsenaux de la guerre et de la marine, des manufactures de tabacs, d'allumettes, les agents, employés et ouvriers des Compagnies de chemins de fer, sans excepter les auxiliaires à titre permanent dans ces Compagnies.

Les peines prononcées sont celles de l'emprisonnement et de l'amende; les meneurs pourront être l'objet d'une aggravation de peine; enfin, la provocation publique à commettre le délit prévu par la loi est punissable correctionnellement. L'article 463 est applicable dans tous les cas.

M. Demole compte lire la semaine prochaine son rapport à la commission; il le déposera aussitôt sur le bureau du Sénat.

LE DROIT D'ACCROISSEMENT

et le Saint-Siège

L'*Univers* publie la dépêche suivante de son correspondant particulier de Rome :

« Rome, 26 mai, 11 h. 50. — L'adresse collective que les deux EEmes cardinaux, les six archevêques et les trente-quatre évêques réunis naguère à Clermont ont fait parvenir au Souverain Pontife, est considérée ici comme le véritable écho des sentiments de la France catholique, déjà exprimés à Clermont par l'éloquente parole du P. Monsabré. Aussi apprécie-t-on en haut lieu comme parfaitement fondés les motifs qui conseillent aux évêques de prendre énergiquement la défense des congrégations religieuses et à celles-ci d'adopter une attitude de résistance, calme sans doute et passive, mais digne et ferme en même temps.

» On assure également aussi que les instructions du Saint-Siège en réponse à ce grave document épiscopal, confirmeront pleinement celles qui ont été déjà indiquées dans la lettre de l'Eme cardinal Rampolla à l'Eme cardinal Meignan, à savoir que pleine liberté est laissée aux congrégations religieuses de résister de la façon qu'elles jugeront la plus sage et la plus efficace à la loi impie dont elles sont frappées par l'esprit sectaire.

» Enfin on se réjouit de voir se parfaire parmi l'épiscopat et les congrégations le plein accord dont la lettre du cardinal secrétaire d'Etat avait déjà exprimé le désir, au nom du Saint-Père. »

Les protestations

L'évêque de St-Dié vient d'adresser une lettre d'adhésion à la protestation du cardinal Langénieux.

Notons encore les adhésions de l'archevêque de Rouen et des évêques de Belley, Blois, Clermont et Perpignan.

Les lettres continuent à arriver nombreuses à l'archevêché de Reims, envoyées par des laïques, des religieux, surtout des prêtres. Pour le seul diocèse de Cambrai, la *Semaine religieuse* mentionne : les trois décanats de Valenciennes, les deux de Tourcoing, les décanats de Notre-Dame à Roubaix, Saint-Amand, à Bailleul, Berlaimont, Lannoy, Orchies, Hondschotte, Saint-Amand-les-Eaux, Lecelles, Wormhoudt, Cysoing, Casel, Solesmes, Merville, Hazebrouck, Denain, Maubeuge, Maubeuge, deux décanats de Dunkerque.

Les MANIFESTATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

DE DIMANCHE

Paris, 26 mai, midi 30. — Il est midi. Jusqu'ici, aucun incident ne s'est produit. Le principal leader des révolutionnaires, Henri Rochefort, a fait dire que son état de santé l'obligeait à garder la chambre. A vrai dire, la nouvelle de cette indisposition... opportune n'a surpris personne. On sait, du reste, que le directeur de l'*Intransigeant* aime assez peu la foule et que ses instincts aristocratiques l'écartent des cohues.

Sans vouloir fournir l'occasion d'une « journée, » le parti révolutionnaire s'est organisé longuement et avec soin pour la manifestation d'aujourd'hui.

Plus de cinquante couronnes sont arrivées de province; les sociétés de libre pensée ont engagé leurs membres à porter leur insigne des grands jours.

Les nombreux groupes révolutionnaires ont donné rendez-vous à toutes leurs sections pour se rendre au mur des fédérés. Citons parmi les principaux : la ligue intransigeante sociale, la ligue de révision par le peuple, le parti ouvrier français, les possibilistes, les indépendants, l'union des groupes de la jeunesse socialiste, les blanquistes, les allemanistes, et même, fait à noter : les étudiants, les fils à papa — qui ont résolu de prendre part à la manifestation.

Quant aux guesdistes, ils ont décidé — une démonstration au Père-Lachaise leur semblant insuffisante — d'intéresser Paris tout entier à l'anniversaire des glorieux vaincus de 71 » et, dans ce but, ils ont convié leurs amis à se réunir au centre de Paris (à la salle Barret, rue des Petits-Carreaux) d'où ils se rendront en cortège au mur des fédérés en passant par les grands boulevards.

A la salle Barrat

Paris, 2 heures. — Le nouveau mot d'ordre n'a pas été assez répandu sans doute, car le nombre des guesdistes ne dépasse pas une soixantaine. Il y a parmi eux un mélange d'étonnement et de dépit. Les étudiants collectivistes arrivés porteurs d'une couronne soigneusement enveloppée conseillent le calme. Au dehors quelques agents sont postés, la rue a son aspect habituel. Les manifestants se mettent en route leur couronne au bras, se dirigeant vers le Père-Lachaise par la rue de Cléry et les boulevards. Ils ont paraît-il, décidé de tenter l'entrée en groupe au cimetière. Si la police s'y oppose, ils se retireront en protestant.

Au Père-Lachaise

3 heures. — Dès midi, les groupes révolutionnaires commencent à affluer aux environs du cimetière. La plupart se sont donné rendez-vous dans l'établissement Lexcellent, qui est rempli.

Le cimetière est occupé par des gardes municipaux et des agents en nombre moins grand que l'année dernière. Une cinquantaine de gardiens de la paix sont massés des deux côtés de la porte principale. Les autres portes sont fermées. A l'intérieur du cimetière, les tombes de Blanqui et d'Emile Eudes sont entourées d'un cordon d'agents.

Le mur des Fédérés est gardé par un peloton de gardes municipaux et une cinquantaine d'agents.

Devant le cimetière, M. Lépine en bourgeois de service d'ordre, accompagné de MM. Schramenck, son secrétaire particulier, Gaillot, directeur de la police municipale, et Mouquin, commissaire divisionnaire.

La consigne est de dissoudre tous les cortèges, de ne laisser pénétrer les porteurs de couronnes que deux par deux et d'empêcher qu'aucun discours ne soit prononcé.

MM. Vaillant et Landrin, qui avaient convoqué leurs partisans autour de la tombe de Blanqui se sont soumis à cette consigne en protestant.

Peu à peu arrivent les porteurs de couronnes de l'*Intransigeant*, de la *Petite République*, de la Jeunesse socialiste, de la Ligue intransigeante. Comme on leur dit qu'ils ne peuvent pénétrer que séparément dans le cimetière, ils se retirent en faisant entendre des protestations. Les allemanistes sortent de la salle Lexcellent avec une vingtaine de couronnes. Ils entrent dans le cimetière deux par deux.

Ils sont précédés de MM. Toussaint, Faberot, Dejeante, Coutant, députés.

Les couronnes sont accrochées au mur des Fédérés et les manifestants crient : « Vive la Commune ! Vive la Révolution ! »

Enfin, un dernier groupe pénètre dans le cimetière. Il est porteur d'une couronne de roses avec une pancarte sur laquelle sont inscrits les mots suivants : « Aux martyrs de la Commune, les députés socialistes. » MM. Gérault-Richard et Chauvière accompagnent la couronne.

Comme l'effervescence augmente à l'intérieur du cimetière, un peloton de gardes municipaux à cheval arrive au grand trot.

M. Lépine a voulu intervenir. Il a prié de cesser ces cris séditieux. Mais l'intervention du préfet de police a été accueillie par des insultes.

Aussitôt M. Lépine a donné l'ordre à un nouvel escadron, demeuré inaperçu, de venir renforcer la garde de la porte d'entrée.

En présence de ce nouveau déploiement de forces, les manifestants ont jugé prudent de se retirer, puis ayant su que la tombe de Delescluze n'est pas gardée, ils s'y rendirent et là M. Faberot prononça un virulent discours où il flétrit le gouvernement, la police et annonce la revanche éclatante et prochaine du prolétariat révolutionnaire.

A 4 heures, tout est terminé; la manifestation a décidément avorté; le préfet de police donne l'ordre de renvoyer les gardes municipaux.

Les socialistes quittent le cimetière et le boulevard reprend sa physionomie ordinaire. Aucune arrestation n'a été opérée.

Paris, 26 mai. — De la rue Ménilmontant, les guesdistes se sont rendus à la salle Lexcellent, emportant leurs couronnes. Là, une nouvelle discussion s'est engagée; l'accord n'a pu se faire, bref, une partie des manifestants s'est retirée, les autres ont fait un tas de leurs couronnes au milieu de la cour et y ont mis le feu. Cet autodafé a été salué des cris répétés de « Vive la Commune ! Vive la Révolution sociale ! »

Les manifestations qui devaient se produire aujourd'hui aux cimetières de Montmartre et de Montparnasse n'ont pas eu lieu, les organisateurs s'étant trouvés en nombre insuffisant.

Au cimetière de Clichy, où furent enterrés sept fédérés, sept cents personnes se sont rendues sur les tombes des fusillés. Malgré la défense absolue du commissaire de police, M. Avez, député, a fait l'éloge de la révolution et terminé par le cri de « Vive la Commune! » répété par tous les assistants.

Les trois réunions guesdiste, allemaniste et blanquiste ont eu lieu sans incident.

Les guesdistes réunis rue de Ménilmontant et les blanquistes salle Delattre ont décidé de porter les couronnes qu'ils n'avaient pu déposer librement au mur ou sur les tombes d'Eude et de Blanqui.

La réunion des allemanistes, salle du Commerce, était privée ; on y a adopté une proposition tendant à donner mandat aux députés ouvriers, quand sera discuté, à la Chambre, le projet de l'érection d'un monument aux morts de 70, de déposer un amendement ayant pour objet d'assurer la libre glorification au mur des morts de 1821.

La question de leur élever aussi un monument a été agitée, mais finalement on a décidé que le mur satisfait et qu'on devait s'en tenir à la manifestation dont il a été l'objet jusqu'ici.

FRANCE & ALLEMAGNE

INTERVIEW DE MOMMSEN

Le *Matin* publie la dépêche suivante :

« Berlin, 26 mai. — J'arrive de Charlottenbourg, où j'ai fait visite à Mommsen, dont l'élection à l'Institut de France a été connue à Berlin par les dépêches des journaux du soir. J'ai trouvé l'illustre savant en parfaite santé et de fort bonne humeur, assis sous la véranda de son jardin, entouré de ses charmantes filles. Il avait depuis ce matin connaissance de l'élection, grâce à une dépêche particulière.

» Si les apparences ne sont point trompeuses, il est permis d'affirmer que la distinction dont il vient d'être l'objet lui a fait grand plaisir. Nous avons causé longuement. Je ne sais ce qu'il faut le plus admirer ou de l'esprit et de la verve du grand historien ou de la rare vigueur physique de l'homme portant gaiement ses nombreuses années toutes remplies par de gigantesques travaux.

« J'apprécie grandement, m'a-t-il dit, l'honneur que m'ont fait, en m'élisant, mes illustres collègues de France. Il y a eu un temps où nous avons fait de part et d'autre ce que nous croyions notre devoir patriotique. Ce temps est passé, je veux le croire, depuis longtemps.

» Nous avons pu nous serrer sincèrement et cordialement la main. Je suis heureux de voir par les dépêches que vous me faites lire que la presse française considère mon élection comme de nature à servir les intérêts pacifiques des deux nations. Cette considération me remplit de satisfaction.

» Laissez-moi dire, puisque nous parlons des intérêts pacifiques internationaux, que jamais la paix entre nous ne m'a paru plus assurée que présentement; un vent de conciliation souffle par dessus nos frontières. Partout, je vois apparaître d'heureux symptômes de détente pouvant grandement profiter à nos pays.

» Lorsque, jetant un regard en arrière, je compare nos relations d'autrefois avec celles d'aujourd'hui, je sens montrer et grandir en moi les plus reconnaissantes espérances. L'heure présente paraît décidément bonne, non seulement pour nos pays, mais encore pour l'Europe. Les chances de guerre diminuent de plus en plus; chaque jour, chaque mois, chaque année qui s'écoule sans conflagration consolide la paix du monde.

» Je ne serais point étonné qu'au siècle qui est près de commencer fût réservée la destinée propice de poursuivre un cours tranquille au sein d'une paix féconde.

» En tout cas, ou je me trompe fort, ou nous pouvons sans inquiétude entreprendre des œuvres de longue haleine avec la certitude de pouvoir les mener à bon terme. »

LES ÉLECTIONS ITALIENNES

Rome, 26 mai. — Le grand jour de vote est arrivé en Italie. L'agitation électorale a pris un haut degré de vivacité ces temps derniers. Pendant cette semaine, les chefs de parti ont circulé avec une infatigable ardeur, passant de banquets en réunions, et se reposant dans l'intervalle, en wagons de chemins de fer. Comme de juste, c'est l'opposition qui a tenu la tête dans cette course au clocher.

L'impression qui se dégage de tous les préliminaires de la lutte électorale, c'est qu'aujourd'hui l'abstention des catholiques, si nettement prescrite par le Pape, sera fidèlement observée et fera ressortir le vice fondamental du régime actuel, où il n'y a en jeu que les compétitions de colères sans principes et sans programme.

Les deux leaders de l'opposition conservatrice, MM. di Rudinì et Brin, auront certainement la majorité dans la Haute Italie. Le vote d'une région qui semble devoir rester fidèle aux vrais principes constitutionnels et parlementaires et qui passe à juste titre pour être la plus sage, la plus éclairée et la plus riche de toute l'Italie, aura certes une grande valeur morale; mais il ne saurait prévaloir contre le triomphe du nombre et il laissera MM. di Rudinì et Brin en minorité sur la totalité des suffrages exprimés aujourd'hui dans toute la péninsule.

Comme on le sait, M. Crispi, soutenu par la Franc-Maçonnerie et son ami intime Adriano Lemmi, se présente dans plusieurs circonscriptions, notamment à Rome, à Naples et à Palerme. Ce matin quinze sénateurs, dix-neuf anciens députés et de nombreux conseillers municipaux ont publié à Naples un manifeste en faveur de sa candidature. A Rome, il a pour concurrent de Selne, qu'il a fait jeter en prison l'année dernière. S'il est élu à Palerme c'est pour cette circonscription que M. Crispi optera.

Le parti radical et son chef, M. Zanardelli, sont restés un peu à l'écart dans cette lutte électorale. Seul, M. Cavalotti déploie une activité dévorante. Le récit d'une seule de ses journées est fait pour donner le vertige.

Sur le terrain financier, il y a le duel entre le ministre du trésor, M. Sonnino, et l'ex-ministre Luzzati.

En résumé, l'opposition a fait campagne sur deux terrains. Elle a soulevé d'abord une question constitutionnelle puis une question rurale qui est sortie du fameux dossier Giolitti. On pouvait croire que l'opinion publique aurait à cœur de voir examiner par la cour d'assises les graves accusations portées contre M. Crispi.

Il n'en estrien, le public est las à de ce qu'il appelle de vieux scandales. C'est là un premier atout dans le jeu de M. Crispi. En d'autre temps, cette litanie de griefs aurait suffi à ensevelir un homme d'Etat d'une autre envergure que Crispi, Cavour, par exemple; aujourd'hui le corps électoral italien refuse de prendre au sérieux celles de ces accusations auxquelles il ne refuse pas d'ajouter foi. Il lui plaît de connaître la manière forte de gouverner.

On croit que Crispi aura une majorité de cent voix à la prochaine Chambre. Ses partisans seront élus dans les circonscriptions rurales. La province du Nord les grandes et moyennes villes nommeront les candidats de l'opposition. Il ne faudra pas cependant s'arrêter à l'impression première du résultat prévu sous le rapport de la majorité confuse et imaginaire que les élections donneront à M. Crispi, mais attendre les scènes scandaleuses qui rendront impossible le fonctionnement de la prochaine Chambre.

Les premiers résultats. — Les députés élus

Rome, 26 mai. — Voici les résultats des élections connues jusqu'à présent. A Rome sont élus : premier collège, M. Mazza, condamné politique; deuxième collège, M. Santini, ministériel; troisième collège, M. Baccelli, ministre de l'instruction publique; quatrième collège, M. Crispi; cinquième collège, M. Borzila, radical.

Sont également élus : à la Spezia, M. Marina; à Turin, M. Brin. Les nouvelles reçues jusqu'ici de toute l'Italie portent que les élections se sont accomplies partout avec régularité.

On ne connaîtra les résultats complets que demain soir ; il n'y a que 508 députés à élire, mais d'après une statistique minutieuse, il y aurait plus de 2,300 candidats.

Rome, 26 mai. — A San-Remo, M. Biancheri, président de la Chambre est élu avec 2116 voix.

On commente beaucoup l'apathie des électeurs de Rome ; dans le quatrième collège, circonscription de M. Crispi, il n'y a eu que 1728 votants sur 3661 inscrits ; le faible écart des voix entre M. Crispi et son concurrent fait l'objet de toutes les conversations.

Rome, 26 mai. — A Naples, M. Crispi est élu avec une grande majorité, M. Imbriani est battu; M. Cavalotti paraît être en ballottage à Corteolona.

LES EXPORTATIONS AU JAPON

Efforts faits par le commerce allemand pour développer ses relations avec le Japon. — Les journaux appellent l'attention de leurs lecteurs sur la concurrence que l'industrie japonaise fait déjà au commerce européen sur les marchés d'Extrême-Orient. D'après le relevé publié par la presse hambourgeoise, certains articles de fabrication japonaise se vendraient actuellement à Singapour à des prix très inférieurs à ceux des articles similaires anglais. Les allumettes de sûreté de fabrication japonaise sont vendues de 14 à 17 1/2 sen (environ 2 fr. 50) et le produit anglais de 25 à 32 s. Les soieries anglaises ne peuvent plus concourir. Le prix des parapluies ordinaires du Japon est de 3 piastres la douzaine, celui de la marchandise anglaise 5 p. 1/4, le même article en soie 4 p. 1/2 la pièce et l'anglais 4 p., les clous de laiton 20 (japonais) et 32 (anglais) ; les

BOURSE DE PARIS DU 27 MAI

Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt.
102 60	3 0/0	...	...	102 60	102 60	...
107 57	3 1/2 0/0	...	...	107 57	107 57	...
3680 ..	Banq. de France	...	...	3672 ..	3670 ..	...
.. ..	B. d'Escompte	...	...	...	...	...
801 ..	Banq. de Paris	...	...	800 ..	801 ..	...
906 ..	Crédit Foncier	...	...	906 ..	906 ..	...
818 ..	Créd. Lyonnais	...	...	813 ..	818 ..	...
.. ..	Crédit Mobilier	...	...	...	...	...
1473 ..	Lyon	...	...	1472 ..	1470 ..	...
1828 ..	Nord	...	...	1830 ..	1827 ..	...
.. ..	Panama	...	...	...	...	...
3262 ..	Suez	...	...	3265 ..	3262 ..	...
7243/16	Extérieure	...	...	72 1/16	7223/32	...
89 95	Italien	...	...	89 90	89 90	...
23 11/16	Portugais	...	...	23 11/16	23 5/8	...
103 9/16	Hongrois	...	...	103 9/16	103 1/16	...
521 87	Egypte	...	...	530 ..	521 25	...
26 02	Turc	...	...	26 07	26 02	...
729 37	Banq. Ottomane	...	...	728 12	728 12	...
466 25	Lots turcs	...	...	465 ..	466 57	...
102 30	Russe consolidé	...	...	102 45	102 30	...
93 55	Russe nouveau	...	...	93 50	93 45	...
68 35	Russe Orient	...	...	68 40	68 30	...
907 ..	Autrichiens	...	...	907 ..	907 ..	...
235 ..	Lombards	...	...	237 ..	237 ..	...
97 ..	Nord Espagnol	...	...	97 ..	97 ..	...
450 ..	Saragosse	...	...	450 ..	450 ..	...
638 ..	Méridionaux	...	...	640 ..	637 ..	...
410 ..	Rio-Tinto	...	...	411 25	414 37	...
123 75	Tharsis	...	...	124 37	124 06	...
197 50	Alpines	...	...	201 25	200 ..	...
.. ..	Câbles	...	...	...	...	...
587 ..	Impérial	...	...	586 ..	590 ..	...
605 ..	Dynamite	...	...	602 ..	600 ..	...
.. ..	Mobilier espag.	...	...	72 ..	...	...
494 37	Tabacs turcs	...	...	491 25	...	...
... ..	Roubaix-T. 1893	...	...	...	...	...
... ..	Fonc. d'Autriche	...	...	...	...	...
... ..	3 0/0 nouveau	...	...	...	...	...
... ..	Métaux	...	...	...	...	...
... ..	Consolidés	...	...	...	...	...
... ..	Russe 1880	...	...	...	...	...
... ..	Gaz	...	...	...	...	...
... ..	Lyon (obligat.)	...	...	...	...	...
... ..	Midi	...	...	...	...	...
... ..	Nord (obligat.)	...	...	...	...	...
... ..	Orléans	...	...	...	...	...
... ..	Ouest	...	...	...	...	...
... ..	Anglais	...	...	...	...	...
... ..	Autriche or	...	...	...	...	...
... ..	Belge 3 0/0	...	...	...	...	...
... ..	Ville d'Amiens	...	...	...	...	...
... ..	Lille 1880	...	...	...	...	...
... ..	Lille 1863	...	...	...	...	...
... ..	Ville de Lyon	...	...	...	...	...
... ..	V. de Roubaix	...	...	...	...	...
... ..	Fives-Lille (act)	...	...	...	...	...
... ..	Téléphone	...	...	...	...	...
... ..	Voitures 3 0/0	...	...	...	...	...
... ..	Suez (obligat.)	...	...	...	...	...
... ..	Cacérès	...	...	...	...	...
... ..	Asturies	...	...	...	...	...
... ..	Foncières 1883	...	...	...	...	...
... ..	Rente Foncière	...	...	...	...	...
... ..	Cacérès (act.)	...	...	...	...	...
... ..	Est (oblig.)	...	...	...	...	...
... ..	Midi (oblig.)	...	...	...	...	...
... ..	Béthune	...	...	...	...	...
... ..	Picardie	...	...	...	...	...
... ..	Nord-Est	...	...	...	...	...
... ..	Ouest. ac.	...	...	...	...	...
... ..	Orléans (oblig.)	...	...	...	...	...
... ..	C. d'Esc. nouv.	...	...	...	...	...
... ..	Générale	...	...	...	...	...

Au moment de mettre sous presse, la clôture de la Bourse de Paris ne nous est pas encore parvenue).

BOURSE DE LILLE DU 27 MAI

(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Compt	Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Cours précéd
			OBLIGATIONS		
Lille 60, r. 400	116 ..	116 ..	Bains Hôtels	... ..	109 ..
» 90, r. 500	... ..	508 ..	Union Ind. N.	... ..	140 ..
» 68, r. 500	... ..	513 ..	Gaz de Wazem	... ..	511 50
» 77, r. 500	... ..	505 ..	Ch. d. fer Econ.	... ..	194 75
» 84, r. 400	... ..	404 ..	Denain Anzin.	... ..	324 75
» 84, 4/5	... ..	406 ..	Cambrésis	... ..	315 ..
» 87, r. 500	... ..	404 ..			
» 93, r. 500	... ..	504 50	CHARBONNAGES		
Roub.-T. 1860	... ..	45 50	Aniche, 12e	8700 ..	8697 50
Roubaix. 1